

**République fédérale d'Allemagne -
Déclaration de M. François
Hollande, président de la
République, à l'issue de son
entretien avec M. Frank-Walter
Steinmeier, président de la
République fédérale d'Allemagne**
(Paris, 30 mars 2017)

Mesdames, Messieurs,

J'ai reçu aujourd'hui le nouveau président de la République fédérale d'Allemagne, Frank-Walter Steinmeier, qui est un ami et président d'un pays ami. C'était donc une double raison qui justifiait que nous puissions nous voir aujourd'hui et je suis sensible à l'attention qui a été la sienne, puisque c'est son premier déplacement à l'étranger depuis qu'il a accédé à la présidence.

Des liens anciens nous unissent et aussi des moments particulièrement forts. Nous avons évoqué ce qu'avait été cette soirée du 13 novembre 2015, où nous étions ensemble, côte à côte, pour un match de football au Stade de France entre l'Allemagne et la France, quand est survenu le premier attentat, ensuite suivi par les tragédies que vous savez.

Avec Frank, nous avons été très émus par la situation et en même temps très unis dans la manière d'y répondre. Je lui avais demandé, au moment de la mi-temps, de rester dans la tribune présidentielle, car je devais moi-même me rendre au ministère de l'intérieur pour agir face aux attaques dont nous étions l'objet. Il a bien voulu, il a accepté d'être jusqu'au bout dans cette compétition, dans ce match, et permis ainsi qu'il puisse se dérouler sans qu'un moindre mouvement de panique puisse être décelé.

Mais entre Frank-Walter Steinmeier et moi-même, il y a aussi notre conception commune de ce qu'est l'amitié entre la France et l'Allemagne. Nos deux pays sont essentiels pour que l'Europe puisse avancer. Aujourd'hui, nous en avons encore affirmé la nécessité au-delà même du principe. Nous nous retrouvons au lendemain de la décision du gouvernement britannique de mettre en oeuvre l'article 50 du Traité. Nous avons donc une responsabilité éminente, la France et l'Allemagne, qui est de donner un cap à l'Europe, de donner une vision à nos peuples respectifs pour que nous puissions être pleinement engagés à bâtir l'Europe du futur. Nous nous sommes réjouis de la déclaration de Rome où, avec Angela Merkel, nous avons travaillé pour que cette déclaration puisse non seulement être un rappel du passé, mais être aussi un engagement pour l'avenir.

Nous avons également la responsabilité de mener les négociations permettant de trouver une issue à la décision du peuple britannique de quitter l'Union européenne. Notre méthode a été

rappelée par le président du Conseil européen ! C'est de faire en sorte que nous puissions d'abord régler la question de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, avant d'aborder la seconde étape qui est de fixer ce que va être la relation, le partenariat, en tout cas l'accord entre le Royaume-Uni et l'Europe pour l'avenir. De même, nous aurons à résoudre - c'est une question très importante - le sujet des ressortissants européens au Royaume-Uni, comme des citoyens britanniques dans nos pays respectifs.

Nous avons, entre l'Allemagne et la France, aussi une volonté d'agir pour la paix, et nous l'avons montré, notamment sur la question ukrainienne. Lorsque Frank-Walter Steinmeier était ministre des affaires étrangères, aussi bien avec Laurent Fabius qu'avec Jean-Marc Ayrault, nous avons travaillé pour qu'il puisse y avoir les accords de Minsk pour qu'ils soient mis en oeuvre ; mise en oeuvre qui n'est pas aujourd'hui réalisée ; c'est pourquoi il y aura, avec la chancelière, des initiatives à prendre, mais la France et l'Allemagne, nous sommes toujours attachés à ce format Normandie.

Nous sommes également conscients que nous devons rapprocher encore nos sociétés. Elles sont traversées par les mêmes tentations ou les mêmes pressions ; tentations qui pourraient être celle du repli, celle de la frilosité, celle aussi du piège nationaliste ; pressions qui viennent de l'extérieur, aussi bien de pays amis que de pays voisins, et qui voudraient créer je ne sais quel doute sur l'enjeu-même de la construction européenne. Alors nous devons là-aussi montrer notre solidarité. C'est ce que nous avons réaffirmé aussi bien pour l'ouverture commerciale, pour les politiques de relations avec le reste du monde afin de fixer les échanges qui doivent avoir lieu entre l'Europe et l'ensemble des continents qui forment notre planète. Et puis aussi l'accord sur le climat que nous devons mettre en oeuvre et que nous devons regarder comme une avancée considérable pour le bien-être de la population et des générations futures.

Voilà ce qui nous unit, aussi, une commune aspiration à lutter contre toutes les formes d'extrémisme, de retour aux nationalismes qui ont fait tant de mal à l'Europe et qui peuvent encore altérer la paix dans le monde.

Nous sommes liés, je l'ai dit, par un Traité que nous avons rappelé ici, le Traité de 1963 qui nous conduit à parler de culture, de jeunesse, d'échanges universitaires ; nous sommes très désireux, entre la France et l'Allemagne, de multiplier ces formes de relation. Au-delà de ce que nous pouvons faire dans le cadre du Traité, nous voulons donner une nouvelle impulsion au programme Erasmus pour qu'il y ait plus de jeunes qui puissent voyager, plus de jeunes qui puissent partager le même esprit européen. Voilà pourquoi j'ai été très heureux de recevoir mon ami le président de la République fédérale d'Allemagne./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)